

## MONDE

**Bataille navale en Corée.** Le président Barack OBAMA soutient Séoul et ordonne à l'armée américaine de travailler étroitement avec les militaires sud-coréens pour « empêcher une nouvelle agression » de la Corée du Nord. M. OBAMA souhaite également revoir la politique américaine envers la Corée du Nord et juge « entièrement appropriées » les sanctions prises par Séoul contre son voisin. La France œuvrera au Conseil de sécurité de l'ONU pour que l'attaque « ne demeure pas impunie », a déclaré le ministère des Affaires étrangères. La Chine accepte de son côté de « collaborer » avec les Etats-Unis face à cette nouvelle crise coréenne. La Corée du Nord est accusée d'avoir torpillé un navire de guerre sud-coréen en mars dernier.

**Afghanistan. GB go home ?** Londres n'a pas de « calendrier » de retrait de ses troupes, mais elles doivent rentrer « aussitôt que possible », selon les ministres britanniques des Affaires et de la Défense, William HAGUE et Liam FOX, qui se sont rendu à Kaboul, pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis leur prise de fonction dans le gouvernement CAMERON. Le Président SARKOZY a annoncé la mort de deux soldats, dont un capitaine français du 3<sup>ème</sup> régiment du Génie de Charleville-Mézières, lors du « déclenchement d'un engin explosif improvisé » en Afghanistan.

**Turquie. Le nouveau visage de l'opposition.** Surnommé « Gandhi » en raison de son physique menu et de sa modestie, Kemal KIUÇDAROĞLU, ancien contrôleur des impôts au ministère des Finances où il travailla jusqu'au début des années 1990 avant d'être nommé à la tête de la Sécurité sociale, a été élu à la tête du principal parti d'opposition en Turquie. Député d'Istanbul depuis 2002, il avait été élu en 2007 vice-président du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate, défenseur de la laïcité).

**Deepwater.** L'équivalent de 5.000 barils de brut (800.000 litres) se déversent chaque jour dans le golfe du Mexique depuis l'explosion de la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon. La compagnie BP est accablée par des rapports soulignant les risques inutiles et les erreurs évitables ayant menés à l'accident qui a causé la disparition de 11 personnes.

## EUROPE

**Le FMI demande à l'Espagne de réformer.** Le Fonds monétaire international a recommandé des réformes « urgentes » pour améliorer le fonctionnement de son marché du travail et de son système bancaire. Trois priorités : la flexibilité du marché du travail, « pour favoriser l'emploi et sa redistribution entre secteurs », dans un pays où le taux de chômage a dépassé les 20 % ; la « consolidation budgétaire pour asseoir les finances publiques sur une base viable » ; une « consolidation du secteur bancaire », pour lequel « les risques restent élevés et inégalement répartis entre institutions, concentrés principalement sur les caisses d'épargne ».

**L'Italie et le Royaume-Uni au régime.** Le gouvernement italien a adopté une enveloppe de mesures d'économies budgétaires pour 2011-2012, essentiellement axées sur une réduction des dépenses de l'Etat. Le chancelier de l'Echiquier, George OSBORNE, et le secrétaire d'Etat au Trésor, David LAWS, ont présenté le détail d'une première tranche de baisse des dépenses publiques de 6,2 milliards de livres (7,2 milliards d'euros), dans le cadre d'un mouvement de réduction du déficit public.

**Dominique STRAUSS-KAHN rassurant.** Après une chute en début de semaine des bourses et un plongeon de l'euro, provoqués par la mise sous tutelle d'une banque espagnole et les plans d'austérité européens, le directeur du FMI a déclaré : « Il n'y a pas de menace pour la zone euro ».

**Retour vers le futur ?** Plus d'un quart (29 %) des Français pensent que la France devrait quitter la zone euro, mais une grande majorité (65 %) y reste attachée, selon un sondage LH2-NouvelObs.com.

**Une diaspora convoitée...** Le Parlement hongrois a adopté la loi controversée qui donne la possibilité aux Hongrois de souche vivant dans des pays voisins d'obtenir la nationalité hongroise, ce que dénonce vivement la Slovaquie où réside une importante minorité hongroise. La décision a été prise à une majorité écrasante. Le parti de droite Fidesz, vainqueur des législatives le mois dernier,

souhaite que la loi entre en vigueur symboliquement le 20 août, jour de la fête nationale hongroise. Mais son application ne devrait commencer qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Finlande.** Le Premier ministre, Matti VANHANEN, qui avait déjà annoncé qu'il quitterait ses fonctions en juin, va présenter sa démission le 18 juin au lendemain d'un dernier Conseil européen. Le Parti du centre de M. VANHANEN, à la tête d'une coalition de centre-droit de quatre partis, doit désigner son successeur à la tête du parti le 12 juin.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**L'ONU va quitter le Tchad.** Le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité de retirer d'ici à la fin de l'année la mission de l'ONU au Tchad et en Centrafrique (Minurcat), conformément à un accord conclu en avril. La composante militaire de la Minurcat, (3.300 soldats dont 300 Français), sera réduite à 2.200 hommes – 1.900 au Tchad et 300 en République centrafricaine - d'ici le 15 juillet. A partir du 15 octobre, les forces restantes, ainsi que la composante civile de la mission - environ un millier de personnes - seront progressivement retirées jusqu'au 31 décembre. Le président tchadien Idriss DEBY s'opposait au renouvellement du mandat de la Mission, qu'il considère comme un échec. Plusieurs agences de l'ONU ont averti que le retrait de la Minurcat pourrait provoquer un vide sécuritaire dans l'est du Tchad où les attaques contre les travailleurs humanitaires sont fréquentes.

**Elections en Ethiopie.** Le parti du Premier ministre Meles ZENAWI a été déclaré très large vainqueur du scrutin législatif de dimanche.

**Bangkok, retour progressif au calme.** Il reste recommandé aux ressortissants français d'éviter tout déplacement non essentiel à destination de Bangkok et dans les régions du nord et du nord-est de la Thaïlande. La capitale et 23 provinces sont soumises à un couvre-feu la nuit. L'aéroport de Bangkok fonctionne normalement et reste actuellement accessible.

**Kingston en état de siège,** après l'assaut donné contre le fief d'un baron de la drogue en plein cœur de la capitale jamaïcaine, qui a fait au moins 60 morts, des civils pour la plupart, tandis que 211 personnes ont été arrêtées. Les gangs de Kingston ont attaqué commissariats et policiers, amenant le gouvernement à proclamer l'état d'urgence. Le narcotrafiquant Christopher « Dudus » COKE n'a pas été arrêté. Il devait être extradé vers les Etats-Unis. La police a conseillé à la population de rester chez elle. Il est instamment demandé de différer toute venue dans la capitale jusqu'à nouvel avis. Les quartiers de Tivoli Gardens et Mountain View, situés dans le centre historique de Kingston (Down Town), déconseillés en temps normal, sont à éviter absolument en cette période.

**Les conditions d'entrée en Chine** continentale à partir de Hong Kong viennent d'être sensiblement modifiées. Se reporter à la rubrique entrée/séjour du site « *conseils aux voyageurs* ». [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs\\_909/pays\\_12191/chine\\_12226/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/pays_12191/chine_12226/index.html)

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Le tacle présidentiel.** « *Il faut quand même se rappeler que c'est François MITTERRAND qui a abaissé l'âge de la retraite de 65 à 60 ans. Entre ça et les 35 heures, on aurait eu beaucoup moins de problèmes* » si M. MITTERRAND puis les socialistes s'étaient abstenus, a lancé le Président de la République devant des militants UMP. La sortie de Nicolas SARKOZY, alors que le Ministre du Travail a confirmé cette semaine que la réforme du gouvernement prévoirait un recul de l'âge légal de départ à la retraite, a provoqué de vives réactions à gauche. Il a été qualifié de « *ridicule* » par le député PS Manuel VALLS, tandis que la 1<sup>ère</sup> secrétaire du PS, Martine AUBRY, l'a jugé « *pas digne d'un président* » et a rappelé que le chef de l'Etat avait exclu toute remise en cause de la retraite à 60 ans.

**Pas les régimes spéciaux.** Le gouvernement ne veut pas toucher dans l'immédiat aux régimes spéciaux, réformés en 2007, allant dans le sens d'une note de la direction de la SNCF. Le ministère du Travail a précisé que « *les régimes spéciaux sont dans le champ de la réforme en préparation comme les autres* », ceux du privé et du public. « *L'augmentation de la durée d'activité s'appliquera à tous les Français mais, pour les régimes spéciaux, ce sera mis en œuvre une fois leur réforme en cours achevée* », a précisé une porte-parole.

**Du développement durable au PS ?** Les adhérents du PS ont ratifié « *très massivement* » (90 % pour et 3,4 % contre) le texte sur le « *nouveau modèle de développement* », « *première pierre* » du projet socialiste pour 2012, avec une participation d'environ un tiers (30 à 33 %), semblable à celle des précédents scrutins, selon le secrétaire national du PS aux élections et à la vie des fédérations, Christophe BORGEL. Le texte porté par Pierre MOSCOVICI avait été approuvé à l'unanimité en Conseil national du PS, et sera définitivement ratifié en convention nationale le 29 mai. C'est le

premier des quatre scrutins auxquels les militants devront participer d'ici la fin de l'année. Viendra ensuite le vote crucial du 24 juin sur la rénovation, avec notamment le calendrier des primaires ouvertes pour désigner le candidat pour 2012 et le non-cumul des mandats.

**Cumul des mandats : controverses au PS.** Martine AUBRY, qui prône le non-cumul des mandats dès 2011, a rencontré les sénateurs PS, qui y sont opposés. L'ancien Premier secrétaire du PS, François HOLLANDE, tempère : « *lorsqu'il y a la possibilité pour la gauche de gagner pour la première fois sous la Ve République la majorité au Sénat, on doit effectivement chercher à éviter les cumuls de responsabilités et de fonctions mais, en même temps, si on peut être intelligent dans tel ou tel département pour permettre la victoire, il ne faut pas s'en priver* ». Le président du groupe PS au Sénat, Jean-Pierre BEL, avait répété que l'application de la règle du non-cumul à la gauche seule pourrait lui coûter « *une dizaine de sièges et donc la victoire en 2011* ».

**LO : la relève.** La porte-parole de Lutte ouvrière, Nathalie ARTHAUD, se prépare à représenter son parti à l'élection présidentielle, prenant ainsi la relève d'Arlette LAGUILLER. « *On va en discuter, on va soumettre ça au vote en décembre* », a-t-elle expliqué.

**Sondages. L'exécutif en hausse ?** Selon Ipsos pour Le Point, Nicolas SARKOZY gagne 4 points à 36 % d'opinions favorables et récupère la moitié du terrain qu'il avait perdu après les régionales de mars. A la question « *quel jugement portez-vous sur l'action de M. SARKOZY en tant que président de la République* », 61 % expriment un jugement défavorable. En léger mieux également, l'action du Premier ministre est jugée positivement par 49 % des personnes interrogées (+ 1) tandis que les points de vue négatifs sont à 45 % (chiffre inchangé). En revanche, la cote de popularité du président de la République se serait à nouveau dégradée en mai, selon un sondage LH2NouvelObs.com, avec 36 % d'opinions positives (-2 points).

## PARLEMENT

**Le Conseil constitutionnel ouvre ses portes.** Les Sages ont tenu la 1<sup>ère</sup> audience publique de l'histoire de l'institution pour examiner deux « questions prioritaires de constitutionnalité » (QPC), par lesquelles les justiciables peuvent contester la constitutionnalité d'une loi. Les onze membres du Conseil, dont les anciens présidents de la République Valéry GISCARD d'ESTAING et Jacques CHIRAC, étaient présents. L'une des questions posées concerne des dispositions de lois de finances relatives à la fixation des pensions militaires versées par la France aux ressortissants de pays anciennement placés sous sa souveraineté, son protectorat ou sa tutelle, et qui sont pour certaines moins élevées que celles versées aux pensionnés français. Le Conseil a mis ses décisions en délibéré. Elles doivent être lues en séance publique d'ici une quinzaine de jours.

### Assemblée nationale

**Le bouclier fiscal maintenu, par une majorité plus étroite que prévue** (276 voix contre 220). Toute la gauche a approuvé la proposition de loi déposée par le PS ainsi que les trois députés du MoDem, le non inscrit Daniel GARRIGUE (villepiniste, Dordogne) et, à droite, René COUANAU (UMP, Ille-et-Vilaine), Thierry BENOIT (NC, Ille-et-Vilaine) et Philippe FOLLIOU (NC, Tarn). Dix élus UMP (dont Bernard DEBRE et Marie-Jo ZIMMERMANN) et 10 NC (dont André SANTINI) se sont abstenus, et 35 autres députés UMP et 6 NC n'ont pas pris part au scrutin. Alors que le ministre du Budget, François BAROIN, avait rappelé « *le principe* » du bouclier, institué pour « *qu'on ne travaille pas plus d'un jour sur deux pour son pays* », le député (PS) du Rhône Pierre-Alain MUET a répété que le bouclier fiscal ne pouvait protéger que les revenus du patrimoine, et non ceux du travail.

**Pas de punition au féminin.** Les députés ont rejeté par 290 voix contre 213 une proposition de loi socialiste visant à priver de toute aide publique les partis qui ne respecteraient pas la parité hommes/femmes aux élections législatives.

### Sénat

**Initiative parlementaire.** Le sénateur (UMP) Louis NEGRE a déposé une proposition de loi visant « *à sanctionner le fait d'outrager le drapeau français ou l'hymne national, en dehors même, tel que le prévoit le code pénal actuellement, d'une manifestation organisée ou règlementée par les autorités publiques* » ainsi que « *le fait d'offrir, de rendre disponible ou de diffuser une image ou représentation d'outrage du drapeau tricolore ou de l'hymne national lorsqu'il constitue une invitation à commettre l'infraction* ». Une cinquantaine de sénateurs UMP ont déjà cosigné ce texte.

**L'agriculture au Sénat. Examen en cours.** 636 amendements et 2 motions ont été déposés.

## **Adoption définitive de la réforme du Conseil économique, social et environnemental.**

L'Assemblée avait donné son ultime feu vert à la version élaborée en commission mixte paritaire (CMP, 7 sénateurs et 7 députés). Les sénateurs ont également approuvé ces conclusions. Est donc définitif l'alinéa qui prévoit, parmi les membres composant le CESE : « dix personnalités qualifiées choisies en raison de leur expérience dans le domaine économique, dont deux issues des entreprises publiques ainsi qu'une représentant les activités économiques françaises à l'étranger ».

**Réunion du Bureau du Sénat.** Le budget 2009 a été exécuté en excédent. La dotation qui sera demandée à l'Etat pour 2011 restera, en euros courants, la même qu'en 2008. La dotation serait maintenue à 327.694.000 euros pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive.

## **CONSEIL DES MINISTRES**

**Projet de loi de règlement des comptes.** Le déficit budgétaire s'est élevé en 2009 à 138 milliards d'euros, + 81,7 milliards par rapport à 2008. Baisse sans précédent des recettes fiscales : de -19,1 % par rapport à 2008, concentrée sur l'impôt sur les sociétés (-57,5 %) et la TVA. La crise a nécessité des mesures qui ont pesé sur les recettes (16,3 milliards) et accru les dépenses (15,7 milliards), selon la Cour des comptes. Son 1<sup>er</sup> président, Didier MIGAUD, a averti que les recettes fiscales sont revenues à un niveau proche de celui de 1979 alors que le PIB a augmenté de 68 %.

**Décrets.** Code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire et ordre national du mérite. / Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie.

**Communications.** La maîtrise des finances publiques et le respect des engagements européens. / Le plan d'action en faveur de la sécurité des personnes âgées. / La mise en œuvre des orientations de la politique forestière.

## **ÉCONOMIE - DÉFENSE**

**Heures sup'.** Le nombre d'heures supplémentaires déclarées par les entreprises (165 millions) est « quasiment stable » au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, comparé à celui de l'année précédente (-0,3 %). Le montant des exonérations, compensées par l'Etat, a atteint 672 millions d'euros.

**Avril, ne te découvre pas d'un fil.** Les dépenses de consommation des ménages français en produits manufacturés ont baissé de 1,2 % par rapport au mois précédent. Selon l'entourage de la ministre de l'Economie, Christine LAGARDE, cette baisse de la consommation, traditionnel moteur de la croissance française, est « intégralement lié au repli des achats d'automobiles, consécutif à la fin de la prime à la casse qui avait permis de relancer le secteur tout au long de l'année 2009 ».

**L'effort de guerre... contre les déficits.** Le ministre de la Défense, Hervé MORIN, a prévenu que les armées devraient participer à la lutte contre les déficits publics, sans toutefois chiffrer cet « effort momentané ». « Que les armées n'y participent pas, ce n'est pas mon idée. Dans des situations comme on en connaît aujourd'hui, on ne comprendrait pas qu'elles ne fassent pas un effort momentané ». Réfutant l'idée que la Défense soit de nouveau considérée comme une « variable d'ajustement », M. MORIN a souligné « trois années budgétaires exceptionnelles » et de deux milliards d'euros supplémentaires au titre du plan de relance de l'économie.

**Bourses plus optimistes.** Les Bourses mondiales ont finalement rebondi, stimulées par une chasse aux bonnes affaires et des prévisions de croissance optimistes de l'OCDE. L'euro en revanche a continué à battre de l'aile, creusant ses pertes face à un dollar dopé par des indicateurs confirmant la vitalité de l'économie américaine : il s'est établi à 1,2216 dollar contre 1,2337 la veille.

## **FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**Moderniser la représentation des Français établis hors de France.** A noter le dépôt d'une proposition de loi du Sénateur Robert del PICCHIA, qui réforme la loi de 1982 (dans sa version actuelle), socle de la représentation de proximité des Français de l'étranger. Il s'agit de renforcer la place de l'AFE en précisant son rôle et son fonctionnement, dans la perspective des prochaines élections législatives à l'étranger. Le texte prévoit notamment l'élection du Président de l'Assemblée parmi les élus. Jusqu'à présent, c'est de droit, le Ministre des Affaires étrangères. La fonction représentative des conseillers élus est réaffirmée, et les moyens d'exercice du mandat sont renforcés. <http://www.senat.fr/leg/pp109-449.pdf>

**Assemblée des Français de l'étranger, élections partielles en septembre ?** En cas d'annulation du scrutin de juin dans certaines circonscriptions, les élections partielles seraient

organisées par le Ministère dans les trois mois qui suivent la notification de la décision du Conseil d'Etat. Selon la Direction des Français à l'étranger, seraient possibles les votes en personne, par correspondance et par Internet.

**Commission nationale des bourses scolaires.** Prochaine réunion à Paris les 16 et 17 juin. François LUBRINA, membre de la Commission nationale, « invite » les conseillers élus à lui transmettre « les dossiers qui nécessiteraient une attention particulière ».

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Faites vos jeux.** Une trentaine de demandes d'agrément pour exploiter des jeux en ligne (paris sportifs, paris hippiques, poker) ont déjà été déposées, selon le président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (Arjel) Jean-François VILOTTE. Le collège de l'Arjel délibérera au début du mois de juin sur ces dossiers, dont la majorité concerne des paris sportifs.

**Réforme prudente des Prud'hommes ?** Un rapport remis au ministre du Travail, Eric WOERTH, recommande de remplacer l'élection au suffrage universel direct des conseillers des prud'hommes par un scrutin indirect (corps électoral composé de grands électeurs), pour les salariés comme pour les employeurs. La faible participation aux élections prud'homales atteindrait à la légitimité de l'institution, qui traite 200.000 litiges individuels du travail chaque année.

**Les 1001 nuits... au camping.** La fréquentation touristique pendant l'été 2009 s'est traduite par 200,4 millions de nuitées, un chiffre stable. Pourtant, si la saison estivale a été très favorable aux campings (+4,2 %), elle a été plus difficile pour l'hôtellerie (-4 %). La part des nuitées des touristes français était en hausse (+ 3,4 %), tandis que celle des touristes étrangers était en baisse (-5,5 %).

**Nouveaux rythmes scolaires à la rentrée.** Avec cours le matin et sport l'après-midi, ils seront testés dans certaines classes d'une centaine de collèges et lycées en France.

**Vert Londres.** La capitale britannique lance un nouveau modèle de ses fameux bus à impériale rouges, qui deviendront... verts. Ces bus seront dotés d'une technologie hybride et seront presque deux fois moins polluants que les anciens bus fonctionnant au diesel.

**Barcelone sans bikini.** La capitale de la Catalogne va lancer une campagne contre le port du maillot et du bikini en centre-ville afin d'inciter les touristes à déambuler dans une tenue plus urbaine. Elle devrait être affichée dans les semaines qui viennent dans les transports en commun.

**Trou noir.** La 3<sup>ème</sup> campagne de recherche des boîtes noires du vol AF 447 Rio-Paris a échoué.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Atlantis à la retraite.** La navette spatiale américaine et les six astronautes à son bord a bouclé sans problème sa 32<sup>ème</sup> et en principe dernière mission orbitale, après 25 ans de service.

**A vous de lire.** Il s'agit d'une nouvelle fête du livre et de la lecture, dans toute la France. Objectif : inciter à bouquiner dans les espaces publics du 27 au 30 mai.

## CARNET

### Sports

**La France a battu le Costa Rica.** 2-1, pour le 1<sup>er</sup> de ses 3 matches de préparation au Mondial 2010.  
**Roland Garros.** Jo-Wilfried TSONGA et Aravane REZAÏ se sont qualifiés pour le 3<sup>ème</sup> tour où ils espèrent voir Gaël MONFILS les rejoindre. A noter l'étonnante victoire de la Japonaise KIMIKO Date, 39 ans, qui a sorti au 1<sup>er</sup> tour la Russe, Dinara SAFINA. La pluie et la nuit ont provoqué des retards...

### Nominations

**Yvon JACOB**, ancien député, va être nommé « ambassadeur de l'industrie française ».  
**Delphine BESSON**, ancienne collaboratrice de la sénatrice Fabienne KELLER, Conseillère municipale à Châtillon, jusqu'alors chargée des Relations avec le Parlement à l'Assemblée des Chambres françaises de commerce et d'Industrie, rejoint le pôle « Sénat » au cabinet d'Henri de RAINCOURT, Ministre chargé des Relations avec le Parlement.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax:** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)